

*La constitution*

● (1710)

Il y a quelque chose que je tiens à dire à la population du Québec dès maintenant, et surtout aux gens de ma circonscription, ce que nous sommes en train de faire en tant que députés du gouvernement du Canada, ce n'est pas changer la Constitution canadienne, mais préparer le contexte qui sera nécessaire et qui est souhaitable pour que le changement se fasse. Ce qui veut dire en des termes très simples, parce que je suis un homme de la rue, que présentement on est en train de demander au gouvernement anglais de nous renvoyer notre Constitution pour que onze premiers ministres, les dix des provinces plus le très honorable premier ministre (M. Trudeau) du Canada, s'assoient autour d'une table et discutent afin de créer les changements nécessaires à ce que notre pays ressemble plus aux besoins qu'ont la population d'aujourd'hui et les populations de demain dans ce pays. En même temps, nous disons à nos amis de l'autre côté de la rivière ou de l'océan, inscrivez dans cette Constitution une charte des droits. Vous allez dire: Pourquoi une charte des droits? C'est très simple. Refaire une Constitution, c'est refaire un pays. Cela peut vouloir dire de changer tous les droits, toutes les lois qui régissent les Canadiens.

Dans ce contexte-là, moi, en tant que représentant de 80,000 personnes résidant dans la circonscription du Lac-Saint-Jean, jamais je n'admettrai que 11 premiers ministres, que ce soit tous des grands Canadiens, y compris le très honorable premier ministre, ne jouent dans la Constitution canadienne et la changent sans qu'aparavant les droits fondamentaux des gens que je représente soient protégés par une charte des droits inscrite dans la Constitution de façon immuable. Bien sûr que ce n'est pas parfait. Mais les gens qui ont essayé d'atteindre la perfection du premier coup, savez-vous ce qu'ils ont fait dans leur vie? Ils n'ont jamais rien fait. La perfection, cela ne s'atteint pas du premier coup. En plus, on place dans cette Constitution-là une formule de référendum ainsi qu'une formule d'amendement pour éviter qu'il y ait un blocage systématique. On n'est pas pour passer encore 20 ans de sa vie à chicaner là-dessus, à se demander où on va aller, ce qu'on va faire. Il faut qu'on arrive à une solution du problème constitutionnel canadien. Il faut que notre Constitution soit rajustée, parce qu'il est concevable que, quand elle a été faite, il n'y avait pas de télévision, d'avion, et les routes étaient moins rapides.

Tant de choses ont changé dans ce pays. Cela change tellement vite. C'est tout ce que l'on se prépare à faire. A ceux qui crient au viol, à la trahison, à ceux qui nous sortent toutes sortes d'arguments pour dire qu'on est en train de vendre le Québec, je leur réponds que, pour la première fois dans l'histoire du Canada, les droits des francophones à l'éducation, à leur langue, la reconnaissance du français comme tel, vont être inscrits dans la Constitution du Canada et personne, ni un premier ministre, ni un gouvernement, ne pourra changer cela sans l'accord total de la population du Canada. Est-ce que cela ne constitue pas un gain?

J'ai vu des choses vraiment décevantes se passer dans ma circonscription en partie. On a entendu parler de la fameuse pétition dont je parlais tout à l'heure, l'opération solidarité ou je ne sais trop quoi, qui traîne un peu partout à travers le Québec depuis six mois, qui devait être remplie dans un mois et qui devait nous être envoyée, à tous les députés québécois qui siègent à Ottawa, en nous pointant du doigt, et on nous met au défi de faire ce que nos gens nous disent. J'ai vu la façon dont on procède. On a d'abord essayé d'aller partout, cela n'a pas fait. On a essayé dans les écoles, cela n'a pas tellement fait non plus. On a demandé de l'aide de la FTQ, qui, en bon syndicat, a accepté, «Oui, monsieur le ministre, on y va.» La FTQ a fait signer cela, cela n'a pas tellement fait non plus. Mais la façon dont on s'est servi de ce papier pour aller «tanner» des gens, on leur a dit: Signez! Non merci! Signez! Après dix fois, la personne signe. Il y a une autre chose qu'on disait aussi: Si tu ne signes pas cela, tu es un faux Québécois. C'est beau cela! Qu'est-ce que cela veut dire? Cela a tout l'air comme s'il y avait deux sortes de Québécois. Mais moi je commence à me poser des questions sur les deux sortes de Québécois. Je vais donner des exemples.

Avoir le choix entre être un faux Québécois comme l'honorable ministre de la Justice, qui est allé à Washington prononcer un discours devant la Banque mondiale il y a deux ans, tout en français, ou être un vrai Québécois, comme le premier ministre du Québec, René Lévesque, qui est allé à New York, deux mois après ses élections, prononcer un discours tout en anglais, je préfère le premier. Il a dit deux mots en français: Saint-Félicien et la Baie James. Deux projets qu'il appelait de «balounes» politiques avant d'être au pouvoir. Moi j'aime mieux être un faux français qui va parler français à Washington qu'un vrai qui va parler anglais à New York. Je vous le dis cent fois! Si être un faux Québécois c'est par la décision qu'a prise le ministre de la Défense nationale ici avec ses collègues d'acheter des F-18 qui amènent un milliard et demi de dollars de retombées économiques au Québec, j'aime autant être un faux Québécois comme cela que d'être un vrai Québécois comme René Lévesque qui va acheter pour 11 millions de dollars d'autobus à la compagnie General Motors aux États-Unis au lieu d'acheter de la compagnie Bombardier au Québec.

J'aime autant être un faux Québécois dans ce contexte-là. Des Québécois de salon, on n'en a plus besoin! C'est fini l'époque des salons, l'étape des grands «jasages» où les intellectuels, l'*intelligentsia* faisaient marcher tout le monde à travers la province de Québec en disant: On va voir comment on peut renouveler ce pays-là, et on serait peut-être mieux de mettre tout cela de côté parce qu'on va en bâtir un autre bien mieux, on va bâtir la maison, on sera dehors à peu près dix ans au grand froid, mais c'est pas grave! On va en bâtir un autre après. Cela, c'est fini, les grandes paroles en l'air. On est maintenant passé au moment des actes. Ce sont des hommes qui viennent s'asseoir et discuter.